

**ROYAUME DU MAROC**  
**HAUT COMMISSARIAT AU PLAN**

---

**BUDGET ECONOMIQUE**  
**EXPLORATOIRE 2007**

**Juin 2006**

---

## SOMMAIRE

RESUME .....	- 1 -
1- L'ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL .....	- 7 -
2-LES PERSPECTIVES ECONOMIQUES NATIONALES EN 2006 ET 2007-	10 -
2.1- LA SITUATION ECONOMIQUE PREVISIBLE EN 2006 .....	- 10 -
2.2-LES PERSPECTIVES ECONOMIQUES NATIONALES EN 2007 .....	- 12 -
2.2.1-LES HYPOTHESES SOUS TENDANT LES PREVISIONS .....	- 12 -
2.2.2-LA CROISSANCE ECONOMIQUE .....	- 13 -
2.2.3- LA CONTRIBUTION SECTORIELLE A LA CROISSANCE.....	- 15 -
2.2.4- LES COMPOSANTES DU PRODUIT INTERIEUR BRUT .....	- 16 -
2.2.4.1- La consommation finale nationale .....	- 16 -
2.2.4.2- L'investissement brut .....	- 17 -
2.2.4.3- Le commerce extérieur.....	- 17 -
2.2.4.4-La contribution des composantes du PIB à la croissance .....	- 19 -
2.2.5- LE REVENU NATIONAL BRUT DISPONIBLE.....	- 20 -
2.2.6-L'EPARGNE ET L'INVESTISSEMENT .....	- 21 -
ANNEXES.....	- 22 -

## RESUME

Le Haut Commissariat au Plan, comme il est de coutume depuis quelques années, a élaboré le budget économique exploratoire 2007 à la veille du lancement des travaux de la préparation de la Loi de Finances. Ce document présente les prévisions économiques pour 2007, tenant compte des agrégats annuels des comptes nationaux de 2005 et des agrégats en glissement annuel issus de l'analyse des indicateurs infra-annuels afférents à l'année 2006. Ces prévisions sont, également, sous-tendues par un ensemble d'hypothèses relatives à l'évolution des facteurs exogènes régissant l'économie marocaine, aussi bien sur le plan national qu'international.

Le budget économique exploratoire est de nature à permettre aux décideurs de prendre conscience de l'évolution économique prévisible en 2007, laquelle constituera un cadre de référence pour la fixation d'objectifs économiques alternatifs plus ambitieux, qui seront appuyés par les mesures éventuelles à mettre en oeuvre, notamment, dans le cadre de la Loi de Finances 2007.

Les hypothèses concernant l'environnement international sont basées sur les perspectives établies par le Fonds Monétaire International au mois d'avril de l'année en cours. A cet égard, il est prévu que la pression continuera de s'exercer sur les marchés pétroliers où le cours moyen pourrait atteindre 63 \$/baril en 2007 au lieu de 61,2\$ estimé pour 2006. Néanmoins, cette situation serait compensée, en partie, par la dépréciation du dollar américain par rapport à l'euro, dont la parité euro-dollar se situerait aux environs de 1,26.

La croissance économique mondiale resterait, ainsi, vigoureuse en 2007 et se maintiendrait au niveau des dernières années, soit 4,7%. Elle serait confortée par un léger ralentissement de l'inflation, étant donné que l'augmentation des prix à la consommation passerait de 2,3% en 2006 à 2,1% en 2007 pour les

économies avancées et de 5,4% à 4,8% pour les pays émergents et en développement. Parallèlement, le volume du commerce mondial s'accroîtrait de 7,5% en 2007 au lieu de 8% en 2006, présageant une baisse sensible du rythme de croissance de la demande mondiale adressée au Maroc.

Au plan intérieur, il est supposé, pour l'année à venir, la reconduction de la politique budgétaire menée en 2006, autrement dit, les politiques fiscales en vigueur et celles annoncées en matière de dépenses de fonctionnement, de compensation et d'investissement resteraient inchangées.

Les hypothèses retenues pour 2007 sont basées, également, sur la réalisation d'une production céréalière moyenne de l'ordre de 60 millions de quintaux durant la campagne agricole 2006-2007, la consolidation de la production de l'élevage et des activités des pêches maritimes, la poursuite des performances de l'activité touristique et le maintien du rythme de croissance des transferts des marocains résidents à l'étranger.

Avant de présenter les estimations de croissance en 2006 et les prévisions pour 2007, il convient de décrire le schéma de fonctionnement du modèle qui est à la base de ces prévisions. A cet égard, les hypothèses retenues pour les variables de politique économique et pour les facteurs exogènes, aussi bien intérieurs qu'extérieurs à l'économie marocaine, se traduiraient par une hausse de la demande totale sur le marché domestique.

En effet, l'augmentation des exportations en liaison avec l'évolution de la demande mondiale adressée au Maroc, de l'investissement, de la demande des ménages non résidents (touristes) et de la demande des administrations publiques créeraient une demande supplémentaire au niveau du marché intérieur. Les activités économiques nationales profiteraient de cette situation en augmentant leur production pour satisfaire la demande additionnelle. Il en découlerait une amélioration des valeurs ajoutées et du revenu des ménages résidents sous l'effet de la distribution des salaires et des excédents bruts

d'exploitation. Ceci induirait une augmentation de la consommation finale des ménages, qui aurait à son tour un effet de relance sur les activités économiques.

La hausse de la demande globale directe et induite aurait, également, un effet sur les importations qui concurrencent fortement, dans certains créneaux, les produits domestiques, profitant particulièrement, du démantèlement tarifaire en cours. La hausse des importations exercerait une pression supplémentaire sur la balance commerciale de plus en plus déficitaire.

Dans la même optique, la hausse des prix à l'importation, sous l'effet du renchérissement des cours du pétrole, provoquerait une hausse des coûts de production et par conséquent des prix intérieurs. Les dépenses budgétaires de soutien aux prix de l'énergie absorberaient, en partie, les effets de cette hausse et permettraient de préserver la compétitivité de l'activité de production et le pouvoir d'achat des ménages.

Concernant l'année 2006, les estimations de la croissance économique, basées sur l'analyse des indicateurs de conjoncture, dégagent une amélioration du Produit Intérieur Brut (PIB) de l'ordre de 7,3% au lieu de 1,7% observée en 2005.

L'activité économique nationale est, certes, caractérisée par une bonne campagne agricole 2005-2006 où les récoltes des principales productions céréalières ont atteint près de 86 millions de quintaux, mais elle serait marquée également par une consolidation des performances des activités marchandes non agricoles, suite à l'expansion de l'investissement, à la consolidation de la performance de l'activité du bâtiment et travaux publics et à l'amélioration des services marchands, notamment, le tourisme, les télécommunications, le transport et le commerce.

De ce fait, la croissance économique en 2006 serait le résultat aussi bien de la hausse de la valeur ajoutée primaire que de la croissance soutenue des activités non agricoles, et ce, malgré la hausse vertigineuse de la facture pétrolière à l'importation traduite par une inflation implicite estimée à près de 2,8%.

Pour ce qui est des prévisions pour l'année 2007, le budget économique exploratoire table sur la poursuite de la performance des activités non agricoles (activités secondaires et services) qui s'accroîtraient globalement de 4,7% en termes réels en 2007 au lieu de 4% prévu pour 2006. En se limitant aux activités non agricoles marchandes, l'amélioration serait de 5,3% au lieu de 4,7% estimée en 2006.

C'est ainsi que le secteur secondaire (mines, énergie, industries de transformation et bâtiment et travaux publics) enregistrerait une croissance de 4,1% en 2007 au lieu de 3,3% estimée pour l'année en cours. Parallèlement, le secteur tertiaire, profitant de l'embellie que connaît certains secteurs de services, dégagerait une valeur ajoutée en amélioration de 5% au lieu de 4,4% prévue en 2006. Les services marchands, non compris les Administrations Publiques, enregistreraient une hausse de près de 6,2% au lieu de 5,8% en 2006, sous l'effet, en particulier, de la performance consolidée des activités touristiques, du transport et des télécommunications.

Quant au secteur primaire, étant donné l'hypothèse retenue d'une production moyenne pour les principales cultures céréalières durant la campagne 2006-2007, la valeur ajoutée de ce secteur connaîtrait une baisse de l'ordre de 5% en termes réels. Il est à souligner que la croissance de ce secteur en 2006 est estimée à près de 30,4% sous l'effet des récoltes céréalières exceptionnelles, conjugué à la performance des activités de l'élevage et des pêches maritimes. La part du secteur primaire dans le PIB serait de 13,9% du PIB en 2007 au lieu de 15,1% en 2006.

De manière générale, le PIB réel réaliserait une hausse de 3,2% en 2007. Les activités non agricoles contribueraient par 4 points à cette croissance au lieu de 3,5 points en 2006, alors que le secteur primaire contribuerait négativement par 0,8 point au lieu d'une participation positive de 3,8 points en 2006. Autrement dit, la contribution des activités non agricoles, même si elle reste modérée, connaît une certaine stabilité comparativement aux grandes fluctuations qui caractérisent celle du secteur primaire.

Au niveau des emplois du PIB nominal (aux prix courants), l'évolution prévisible de la demande finale en 2007 fait ressortir une poursuite du dynamisme de la formation brute de capital fixe (FBCF), qui réaliserait une hausse nominale de près de 9,7%. L'investissement brut (composé de la FBCF et de la variation des stocks) représenterait ainsi 26% du PIB au lieu de 25,7% en 2006.

De son côté, la consommation finale nationale (consommation finale des ménages résidents et consommation des administrations publiques) s'accroîtrait de près de 5,3% en 2007 au lieu de 10,1% en 2006. Ce ralentissement serait dû particulièrement, à l'augmentation modérée de la consommation des ménages résidents qui atteindrait 5,8% au lieu de 12,7% estimée pour 2006 suite à la bonne campagne agricole 2005-2006.

Sur le plan des échanges extérieurs (y compris la rubrique des voyages), il se dégagerait un déficit en ressources (exportations de biens et services nettes d'importations) d'environ 7,5% du PIB, soit presque le même niveau que celui estimé pour 2006. Les exportations de biens et services seraient en hausse de 10,9% en 2007 et les importations ne s'accroîtraient que de 10,5% sous l'effet d'une légère hausse des cours internationaux du pétrole brut à près de 63 \$/baril en 2007 au lieu de 61,2 \$ estimé pour 2006.

La demande finale nationale (consommation finale nationale, FBCF et variation des stocks) contribuerait, ainsi, à la croissance économique prévisible en 2007 par 4 points. Elle serait confortée par une contribution de la demande finale des ménages non résidents (touristes) d'environ 1,1 points. La contribution des exportations de biens et services (non compris les recettes de voyages), quant à elle, serait de 1,5 points.

Parallèlement, la vigueur de la demande finale sur le marché intérieur en 2007 stimulerait les importations de biens et services de sorte que les échanges extérieurs (y compris le compte des voyages) enregistreraient, globalement, une contribution négative à la croissance économique d'environ 0,7% point en 2007.

Globalement, les perspectives économiques exploratoires en 2007 dégageraient une épargne intérieure représentant 18,6% du PIB, soit presque le même niveau estimé pour 2006. Ceci serait insuffisant pour couvrir les besoins de financement de l'investissement (FBCF et variation des stocks) prévu pour l'année prochaine qui atteindrait 26% du PIB.

Néanmoins, l'hypothèse de la consolidation du rythme d'accroissement des transferts des résidents marocains à l'étranger observé depuis l'année 2001, conjuguée à la baisse des flux négatifs liés aux paiements des intérêts de la dette extérieure, se traduirait par des revenus nets en provenance du reste du monde d'environ 9,4% du PIB. L'épargne nationale serait, ainsi, de l'ordre de 28% du PIB et le compte Epargne-Investissement se solderait par un excédent de financement qui représenterait 2% du PIB au lieu de 2,4% estimé pour 2006.

Au terme de ces prévisions, il convient de rappeler que les perspectives présentées dans le budget économique exploratoire 2007 seront révisées après l'adoption de la Loi de Finances relative à cette année.

## **1- L'ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL**

Les perspectives économiques, établies par le Fonds Monétaire International (FMI) au mois d'avril de l'année en cours, font ressortir une révision à la hausse de la croissance mondiale publiée au mois de septembre 2005. Cette croissance se maintiendrait ainsi à 4,7% en 2007, soit presque le même niveau prévu pour 2006, et ce, malgré les incertitudes de plus en plus significatives liées, notamment, au renchérissement des cours internationaux du pétrole brut et à l'accentuation des déséquilibres de la balance courante caractérisant l'économie américaine.

La croissance économique vigoureuse prévue en 2007 s'explique par l'augmentation progressive des investissements au niveau mondial, par l'environnement favorable des marchés financiers et par la mise en œuvre de politiques macro-économiques accommodantes. En plus des Etats-Unis d'Amérique, plusieurs régions économiques devraient contribuer à la croissance prévisible, en l'occurrence, la Chine qui pourrait réaliser une croissance proche de deux chiffres et également l'Inde dont l'activité économique reste marquée par une relance après quelques années de récession. De son côté, le Japon est, désormais, engagé dans une nouvelle tendance caractérisée par un redressement des différentes composantes de la demande globale. Quant à la zone Euro, principal partenaire commercial du Maroc, elle maintiendrait son rythme de croissance économique aux alentours de 2% en 2006 et 1,9% 2007.

Aux Etats-Unis d'Amérique, la croissance économique serait consolidée, bien que son rythme semble se ralentir légèrement en passant de 3,4% en 2006 à 3,3% en 2007. Cette modération de la croissance serait due à l'impact de la hausse des cours du pétrole brut au niveau du marché international et à l'augmentation des taux d'intérêts engendrant, entre autres, un ralentissement de l'activité du secteur immobilier.

Le Japon connaît une croissance dynamique du fait que son économie a surmonté les effets de la récession des années quatre vingt dix, engendrée par l'éclatement de la bulle spéculative au niveau du marché de l'immobilier. Le taux de croissance s'établirait à 2,8% en 2006 et à 2,1% en 2007, grâce essentiellement à l'amélioration de la demande intérieure et à la consolidation de l'essor des exportations. La banque centrale du Japon devrait maintenir son taux d'intérêt directeur à court terme égal à zéro tant que l'inflation, prévue à 0,6% en 2007, n'aura pas atteint un niveau suffisant de façon à minimiser le risque d'un retour à la déflation.

Dans la zone Euro, l'activité économique enregistrerait des taux de croissance s'inscrivant dans leur rythme tendanciel, suite principalement à l'amélioration de l'activité des industries destinées à l'exportation et de la consommation des ménages soutenue, notamment, par la croissance de l'emploi et le léger redressement des salaires. A cet égard, l'inflation dans la zone Euro serait de 2,2% en 2006 et 2,1% en 2007.

En Asie, l'économie chinoise continuerait d'afficher des taux de croissance élevés, soit 9,5% en 2006 et 9% en 2007, en raison de la vigueur de sa demande intérieure et de la performance de ses exportations. Sa balance des opérations courantes maintiendrait son excédent aux alentours de 7% du PIB. Parallèlement, l'activité économique en Inde, confortée par une légère baisse de l'inflation qui passerait de 5% en 2006 à 4,5% en 2007, enregistrerait une forte croissance de l'ordre de 7,3% et 7%, respectivement en 2006 et 2007.

Au niveau du commerce mondial, le volume des échanges de biens et services s'accroîtrait de 7,5% au lieu de 8% en 2006. Les économies émergentes et en développement contribueraient activement à cette évolution. Leurs exportations seraient en hausse de 10,3% en 2007 et leurs importations de 11,9%. Parallèlement, les exportations des économies avancées s'amélioreraient de 5,6% et les importations de 6,1%.

Cette évolution du commerce mondial serait soutenue par une légère baisse de l'inflation, puisque les prix à la consommation dans les économies avancées augmenteraient de 2,1% au lieu de 2,3% prévu en 2006 et de 4,8% dans les pays émergents et en développement au lieu de 5,4% en 2006.

Dans ce contexte, il est à souligner que le cours moyen<sup>1</sup> du pétrole brut est prévu selon le FMI à 63 \$/baril en 2007 au lieu de 61,2 \$ en 2006. Le prix moyen des autres matières premières hors pétrole augmenterait de 10,2% en 2006 avant d'enregistrer une baisse de 5,5% en 2007, attribuable à une réponse de l'approvisionnement à l'augmentation des prix.

Il apparaît, toutefois, d'après l'avis du Fonds Monétaire International que si l'expansion de l'économie mondiale est plus forte que prévue, certains facteurs d'incertitude pourraient entraver son évolution notamment:

- Le niveau élevé et instable des cours internationaux du pétrole brut;
- le durcissement des conditions de financement sur les marchés des capitaux;
- Et l'accentuation des déséquilibres de la balance courante de l'économie américaine.

---

<sup>1</sup> Les perspectives économiques n°79 de l'OCDE, publiées au mois de mai 2006, prévoient un cours moyen du pétrole brut de 70 \$/baril en 2007. Toutefois, ce renchérissement n'aura pas d'effet sur l'augmentation des prix, selon la même source, étant donné que l'inflation se maintiendrait à 2% au lieu de 2,2% prévue pour 2006.

## **2-LES PERSPECTIVES ECONOMIQUES NATIONALES EN 2006 ET 2007**

### **2.1- LA SITUATION ECONOMIQUE PREVISIBLE EN 2006**

Les prévisions de croissance économique pour 2006, établies initialement dans le budget économique prévisionnel publié au mois de février, ont été révisées à la hausse grâce à la bonne campagne agricole 2005-2006 et à la conjoncture favorable dans laquelle évoluent plusieurs activités marchandes, profitant ainsi, d'une forte hausse de la demande intérieure et de la performance de l'activité touristique.

Parallèlement, les principales hypothèses retenues pour l'environnement international en 2006 ont pris une tendance haussière, en particulier, la demande mondiale adressée au Maroc, la parité euro-dollar ainsi que les cours du pétrole brut et de certaines matières premières. Compte tenu de cet environnement à la fois prometteur et contraignant et en fonction des indicateurs infra annuels<sup>2</sup> disponibles à fin juin 2006 sur les activités sectorielles, l'économie nationale enregistrerait une croissance réelle du PIB de l'ordre de 7,3% en 2006 au lieu de 1,7% réalisée en 2005.

Cette croissance serait accompagnée d'une légère hausse des prix intérieurs, étant donné l'augmentation considérable de la facture pétrolière. Le prix implicite du PIB s'accroîtrait de 2,8% en 2006 au lieu de 1,4% en 2005.

La hausse des prix aurait pu être plus accentuée si ce n'est l'intervention de l'Etat, en soutenant fortement les prix de l'énergie en 2005 et 2006. Les dépenses budgétaires de compensation ont atteint 10,6 milliards de dirhams en 2005 et seraient de 8 milliards de dirhams selon les données de la loi de finances 2006.

---

<sup>2</sup> Voir les notes de conjoncture de l'Institut National de l'Analyse de la Conjoncture -HCP

Sur le plan sectoriel, les activités non agricoles (secteurs secondaire et tertiaire) enregistreraient globalement une croissance de 4% en 2006. En se limitant aux activités non agricoles marchandes, l'amélioration serait de 4,9%, niveau supérieur à la moyenne des six dernières années située autour de 4%.

Dans ce cadre, le secteur secondaire dégagerait une valeur ajoutée en amélioration de 3,3% suite, particulièrement, au bon comportement de certaines branches des industries de transformation et à la consolidation de l'activité du bâtiment et travaux publics, sous l'effet de la poursuite des grands projets publics d'infrastructure et d'habitat social.

Le secteur tertiaire, bénéficiant du dynamisme de l'activité du tourisme, du commerce, des communications et du transport, réaliserait une croissance de 4,4%. Les services marchands enregistreraient globalement une progression de 5,8% en 2006.

Le secteur primaire soutenu par l'expansion de la production céréalière, atteignant 86 millions de quintaux, et par une nette progression de la production des autres cultures, de l'élevage et des pêches maritimes, afficherait une croissance de 30,4% en 2006. Sa part dans le PIB atteindrait ainsi 15,1% au lieu de 12,4% une année auparavant.

La croissance économique de 2006 serait soutenue par le bon comportement de la demande finale nationale et la demande des ménages non résidents (touristes). La contribution de la consommation finale nationale passerait de 1,5 points en 2005 à 4,6 points en 2006. Ce résultat traduirait notamment la hausse de la consommation des ménages résidents, induite par les bonnes performances de la campagne agricole 2005-2006. De même, la contribution de l'investissement brut (FBCF et variation des stocks) s'élèverait à 3,2 points. Par ailleurs, la contribution des exportations de biens et services (y compris les recettes de voyages) serait de 2,7 points.

Il est à noter à cet égard que la demande des ménages non résidents (touristes) contribuerait pour 1 point à la croissance du PIB en 2006. Quant aux importations de biens et services (y compris les dépenses de voyages), elles dégageraient une contribution négative de 3,2 points à la croissance économique en 2006 induisant, par conséquent, une contribution nette négative du commerce extérieur de 0,5 point.

## **2.2-LES PERSPECTIVES ECONOMIQUES NATIONALES EN 2007**

### **2.2.1-LES HYPOTHESES SOUS TENDANT LES PREVISIONS**

- **Les facteurs extérieurs :** Outre les perspectives économiques mondiales indiquées pour 2007, il est prévu une hausse modérée du cours du pétrole sur le marché international. Celui-ci, se situerait à près de 63 \$/baril en 2007 au lieu de 61,2\$ en 2006 et serait accompagné par une parité euro-dollar de l'ordre de 1,26.

Il est, également, prévu une légère baisse de la demande mondiale adressée au Maroc, qui passerait de 8,5% en 2006 à 7,8% en 2007, en raison d'une baisse du volume des importations en biens et services des principaux pays partenaires. Par ailleurs, les accords du libre échange signés par le Maroc pourraient déboucher sur une amélioration des exportations en biens et services, qui commence à se manifester à partir de l'année en cours.

Il est supposé également la poursuite du dynamisme de l'activité touristique en 2007 et la consolidation du rythme d'accroissement des transferts des marocains résidents à l'étranger.

- **La campagne agricole 2006-2007** : l'hypothèse retenue, dans ce cadre, porte sur la réalisation d'une production céréalière moyenne d'environ 60 millions de quintaux, confortée par la consolidation de la production de l'élevage et des pêches maritimes.
- **Les finances publiques** : L'hypothèse sous-tendant les perspectives exploratoires stipule la reconduction de la politique budgétaire menée en 2006. Il s'agit, en fait, du maintien de la structure de la fiscalité en vigueur et des politiques budgétaires annoncées y compris la subvention des prix à la consommation.

Il convient de préciser que les perspectives, présentées ci-après, seront modifiées après l'adoption de la Loi de Finances 2007 par le Parlement. Cette révision sera établie dans le cadre de l'élaboration du budget économique prévisionnel 2007, qui sera publié au mois de février pour tenir compte des actions de politique économique retenues ainsi que des évolutions éventuelles que connaîtrait l'environnement économique national et international.

### **2.2.2-LA CROISSANCE ECONOMIQUE**

Sur la base des perspectives de croissance de l'économie internationale et des hypothèses relatives à l'économie marocaine, le secteur non agricole, composé des activités secondaires et des services, dégagerait une valeur ajoutée en amélioration de 4,7% en 2007 au lieu de 4% estimée pour 2006.

La croissance des activités marchandes non agricoles (non compris les administrations publiques) s'élèverait à 5,3% en 2007 au lieu de 4,7% en 2006, profitant de la performance, aussi bien, des activités secondaires que des services marchands.

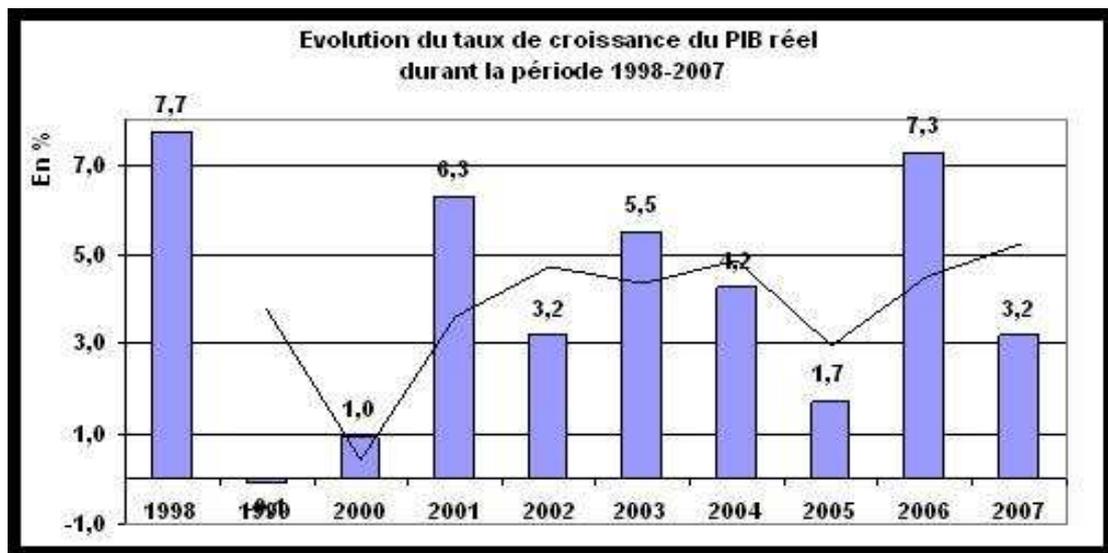
Concernant le secteur secondaire (mines, énergie, industries et bâtiment et travaux publics), il enregistrerait globalement une croissance de 4,1% en 2007 au lieu de 3,3% en 2006. Ce résultat serait soutenu, particulièrement, par la poursuite du dynamisme de l'activité du bâtiment et travaux publics ainsi que par la performance de certaines branches des industries manufacturières.

Quant au secteur tertiaire, il réaliserait une croissance d'environ 5% en 2007 au lieu de 4,4% l'année en cours. En se limitant aux services marchands, l'amélioration avoisinerait 6,2% au lieu de 5,8% prévue en 2006, sous l'effet notamment de la performance des activités du tourisme, des télécommunications, du transport, du commerce ainsi que des activités financières.

Par ailleurs, le secteur primaire, étant donné l'hypothèse d'une production moyenne retenue pour les principales cultures céréalières durant la campagne 2006-2007, serait marqué par une baisse de sa valeur ajoutée réelle de l'ordre de 5%, compte tenu de la croissance exceptionnelle de la valeur ajoutée du secteur primaire estimée pour 2006.

De manière générale, le PIB réel enregistrerait une hausse de 3,2% en 2007. La part du secteur primaire dans le PIB serait de 13,9% au lieu de 15,1% en 2006, alors que celle du secteur secondaire serait de 30% au lieu de 29,7% et celle du secteur tertiaire de 56,1% au lieu de 55,2%.

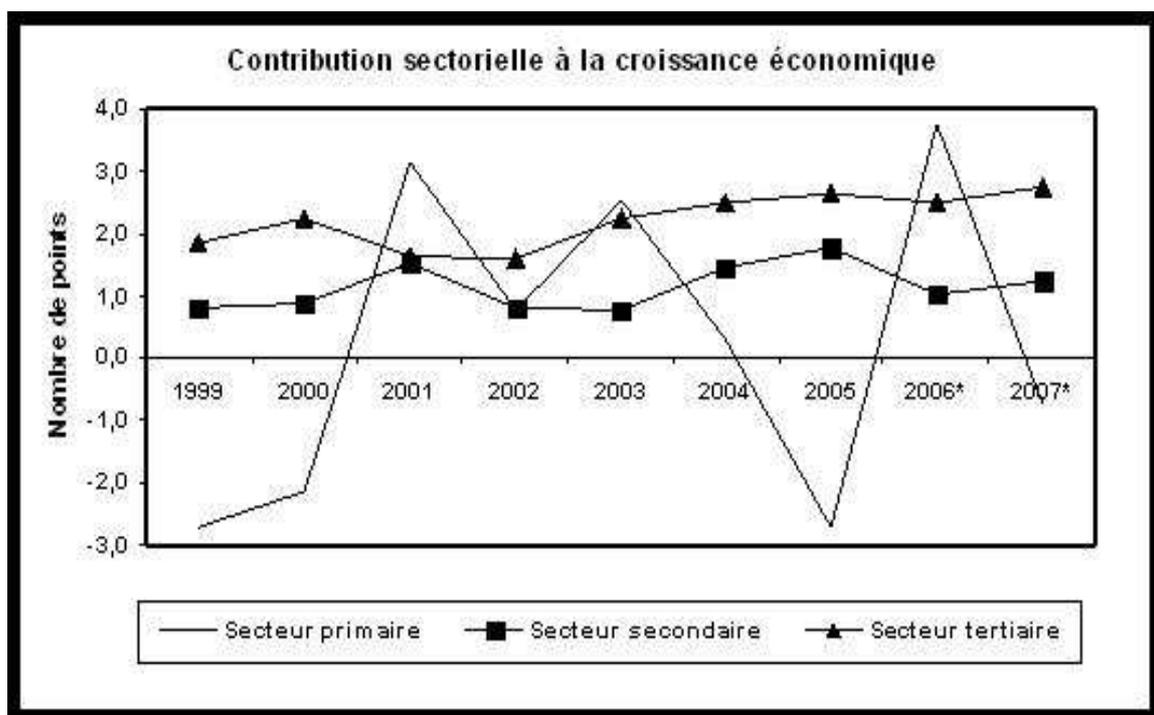
En terme nominal, le Produit Intérieur Brut enregistrerait une progression de 5,5% au lieu de 10,3% en 2006. Cette évolution fait ressortir une atténuation de l'inflation mesurée par l'indice implicite du PIB dont le taux passerait de 2,8% en 2006 à 2,2% en 2007.



### 2.2.3- LA CONTRIBUTION SECTORIELLE A LA CROISSANCE

Au niveau sectoriel, les activités non agricoles qui s'améliorent d'une année à l'autre, contribueraient par 4 points à la croissance économique prévue pour 2007. L'apport des services à cette contribution est important et serait d'environ 2,8 points au lieu de 2,5 points en 2006. Les activités secondaires ne participeraient que par 1,2 points à l'augmentation du PIB.

Par ailleurs, le secteur primaire serait marqué par une contribution négative de l'ordre de 0,8 point en 2007 au lieu d'une contribution positive estimée à près de 3,8 points en 2006. Il ressort, ainsi, que la contribution des activités non agricoles, même si elle reste modérée, connaît une stabilité dans le temps comparativement aux grandes fluctuations qui caractérisent celle du secteur primaire.



## 2.2.4- LES COMPOSANTES DU PRODUIT INTERIEUR BRUT

### 2.2.4.1- La consommation finale nationale

La consommation des ménages résidents, principale composante de la demande finale, n'augmenterait que de 5,8% au lieu de 12,7% prévue pour 2006. Cette baisse serait attribuable à la modération des revenus des ménages sous l'hypothèse d'une production agricole moyenne.

De sa part, la consommation des administrations publiques enregistrerait une hausse nominale de 4% en 2007 au lieu de 3% estimée pour 2006. Ainsi, la consommation finale nationale s'accroîtrait de 5,3% au lieu de 10,1% en 2006.

#### **2.2.4.2- L'investissement brut**

L'investissement brut (composé de la FBCF et de la variation des stocks) continuerait de jouer un rôle déterminant dans la croissance économique du Maroc. En effet, la FBCF, principale composante de l'investissement, enregistrerait une croissance nominale de 9,7% en 2007 au lieu de 9,9% prévue pour l'année en cours, en raison de l'effet qu'aurait la performance économique de 2006 et les actions et mesures de politique économique entreprises par les décideurs sur les comportements d'investissement. Cette évolution serait confortée par la progression soutenue de l'acquisition du matériel et outillage traduisant ainsi l'effort d'investissement dans le secteur industriel et dans le bâtiment et travaux publics, à travers le lancement de plusieurs chantiers dans le domaine de construction et d'aménagement de nouvelles zones touristiques.

Toutefois, la variation des stocks serait négative, compte tenu de l'hypothèse d'une production agricole moyenne retenue pour 2007. Globalement, l'investissement brut s'accroîtrait de 6,7% et représenterait ainsi 26% du PIB au lieu de 25,7% en 2006.

#### **2.2.4.3- Le commerce extérieur**

Les échanges extérieurs du Maroc devraient être influencés en 2007, principalement, par les perspectives du commerce mondial, l'évolution des cours du pétrole brut et éventuellement par le maintien de la dépréciation du dollar américain par rapport à l'euro. Toutefois, les accords de libre échange, nouvellement établis entre le Maroc et certains pays particulièrement les Etats-Unis d'Amérique, devraient contribuer à l'amélioration du rythme de croissance des exportations à un horizon de moyen terme, et permettre, en conséquence, d'atténuer le déficit commercial qui reste excessif ces dernières années.

C'est ainsi que les exportations de biens et services<sup>3</sup> connaîtraient une hausse nominale de 10,9% au lieu de 13,3% en 2006. Cette décélération serait due à une diminution du rythme de croissance nominale des exportations de marchandises, suite à une légère baisse du rythme de croissance de la demande mondiale adressée au Maroc.

De même, les importations de biens et services<sup>4</sup> enregistreraient une augmentation de 10,5% en 2007 au lieu de 11,8% en 2006. Ce ralentissement s'explique par la hausse modérée des cours du pétrole au niveau du marché international en 2007 comparativement à celle estimée pour 2006, ce qui engendrerait une quasi-stagnation de la facture pétrolière.

A cet effet, le déficit en ressources, qui représente les exportations de biens et services nettes d'importations, se stabiliserait au niveau de 7,5% du PIB nominal en 2006 et 2007.

En volume, les importations de biens et services continueraient de s'inscrire en hausse de 8,8%, sous l'effet du démantèlement tarifaire, engendrant une augmentation de la pénétration des produits étrangers dans le marché domestique, particulièrement, ceux des biens d'équipement.

Quant aux exportations de biens et services, elles s'accroîtraient de près de 7,4%, suite à l'hypothèse d'une consolidation de la performance de l'activité touristique en 2007. A cet égard, la demande des ménages non résidents (touristes) devrait se maintenir sur sa trajectoire ascendante de ces dernières années et dégagerait, en conséquence, une augmentation réelle de près de 13,2%.

---

<sup>3</sup> Exportations de biens et services y compris les recettes de voyages.

<sup>4</sup> Importations de biens et services y compris les dépenses de voyages

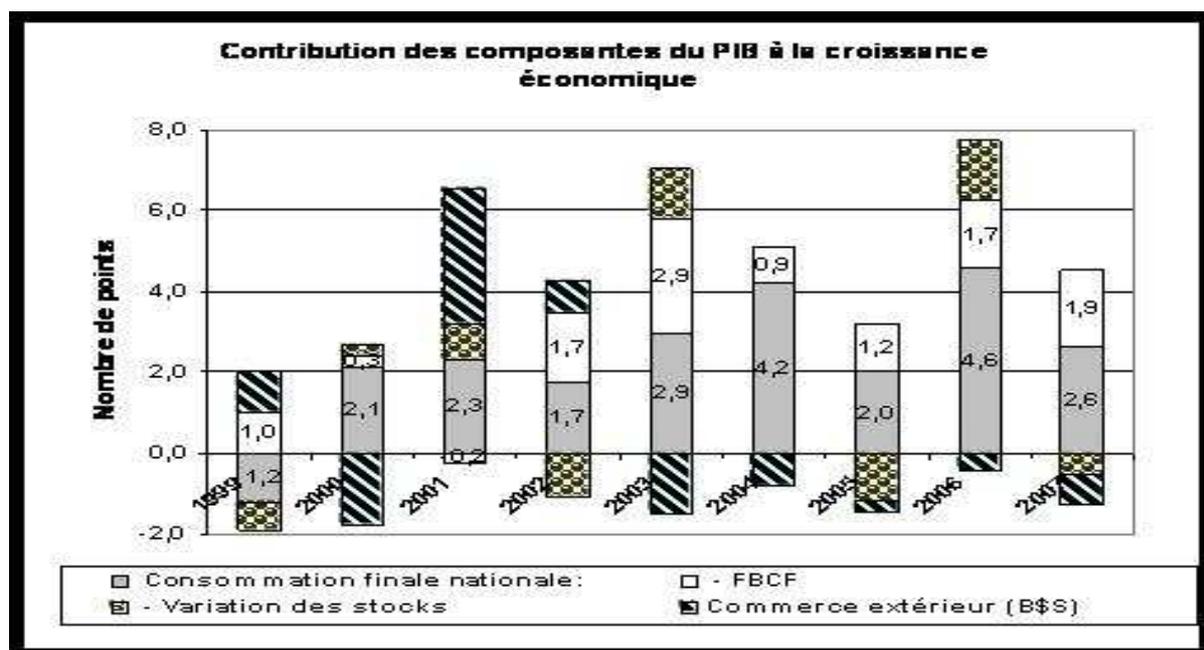
#### **2.2.4.4-La contribution des composantes du PIB à la croissance**

Les agrégats de la demande finale contribueraient tous positivement à la croissance économique en 2007. Toutefois, la FBCF et la demande finale des ménages non résidents consolideraient l'ampleur de leurs contributions estimées pour 2006, alors que la consommation finale nationale et les exportations de biens et services seraient marquées par un recul de leurs participations à l'accroissement du PIB.

Ainsi, la FBCF qui s'accroîtrait de près de 8,3% en volume, contribuerait par 1,9 points à la croissance économique en 2007, soit une hausse par rapport au niveau estimé pour 2006. De même, la demande finale des ménages non résidents contribuerait par 1,1 point, traduisant ainsi l'importance de ce secteur dans la consolidation du PIB et mettant en exergue les effets de la politique volontariste mise en œuvre par les décideurs dans ce domaine.

Quant à la consommation finale nationale, sa contribution à la croissance passerait de 4,4 points en 2006 à 2,1 points en 2007, suite à la baisse du rythme de croissance de la consommation des ménages résidents passant de 7,7% en 2006 à 3,6% en 2007, en raison du léger recul des revenus issus de l'activité agricole projetée.

Le volume des exportations de biens et services (non compris les recettes voyages) progresseraient de 5,6% au lieu de 6,8% estimé pour 2006, en raison de la croissance modérée de la demande mondiale adressée au Maroc. De ce fait, leur contribution à la croissance économique serait de 1,4 points au lieu de 1,7 points en 2006. En tenant compte de l'accroissement des importations de biens et services, le commerce extérieur dégagerait une contribution négative de 0,7 point au lieu de 0,5 point en 2006.



### 2.2.5- LE REVENU NATIONAL BRUT DISPONIBLE

Le revenu national brut disponible, composé du PIB nominal et des revenus nets en provenance du reste du monde, enregistrerait une hausse de l'ordre de 5,2% au lieu de 9,9% en 2006. Ce repli serait dû au ralentissement de la croissance du PIB nominal qui passerait de 10,3% en 2006 à 5,5% en 2007, suite à l'hypothèse d'une année agricole moyenne induisant une baisse de la valeur ajoutée primaire.

Quant aux revenus nets en provenance du reste du monde et sous l'effet de la consolidation du rythme d'accroissement des transferts des résidents marocains à l'étranger, ils augmenteraient d'environ 9,4%, soit presque le même rythme qu'en 2006. Ce résultat serait également favorisé par la baisse des flux nets négatifs liés aux paiements des intérêts de la dette extérieure.

## **2.2.6-L'EPARGNE ET L'INVESTISSEMENT**

L'analyse de l'équilibre ressources emplois fait ressortir une amélioration de la consommation finale nationale de l'ordre de 5,3% en 2007, soit un rythme très proche de celui du PIB nominal. L'épargne intérieure se maintiendrait au niveau de 18,6% du PIB en 2007 et serait insuffisante pour soutenir les perspectives en matière d'investissement qui atteindrait 26% du PIB.

Cependant, les flux positifs procurés par la balance des transferts au niveau des finances extérieures permettraient de combler le déficit en ressources intérieures et de réaliser une épargne nationale de 28% du PIB. Le compte Epargne-Investissement dégagerait, en conséquence, un excédent de financement qui représenterait près de 2% du PIB au lieu de 2,4% estimé pour 2006.

## **ANNEXES**

## ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL

### **Croissance économique Par pays et groupe de pays (en%)**

<b>Pays ou groupe de pays</b>	<b>2004</b>	<b>2005</b>	<b>2006*</b>	<b>2007*</b>
<b>-Monde</b>	<b>5,3</b>	<b>4,8</b>	<b>4,9</b>	<b>4,7</b>
<b>-Les économies avancées</b>	<b>3,3</b>	<b>2,7</b>	<b>3,0</b>	<b>2,8</b>
-Etats-Unis	4,2	3,5	3,4	3,3
-Zone Euro	2,1	1,3	2,0	1,9
-Japon	2,3	2,7	2,8	2,1
<b>- pays en développement</b>	<b>7,6</b>	<b>7,2</b>	<b>6,9</b>	<b>6,6</b>
- Asie	8,8	8,6	8,2	8,0
dont la Chine	10,1	9,9	9,5	9,0
- Afrique	5,5	5,2	5,7	5,5
- Amérique latine	5,6	4,3	4,3	3,6

Source: World Economic Outlook avril -2006 (FMI)

### **Evolution des prix et du commerce mondial en volume ( en % )**

<b>Rubriques</b>	<b>2004</b>	<b>2005</b>	<b>2006*</b>	<b>2007*</b>
<b>Prix à la consommation :</b>				
- Economies avancées	2,0	2,3	2,3	2,1
- Pays en développement	5,7	5,4	5,4	4,8
<b>Commerce mondial en volume</b>	10,4	7,3	8,0	7,5
<b>Cours du pétrole (moyenne en \$/baril)</b>	37,75	53,35	61,25	63,0

Source: World Economic Outlook- avril 2006 (FMI)

## ECONOMIE NATIONALE

### **PRODUIT INTERIEUR BRUT (Millions DH de 1980)**

<b>Secteurs</b>	<b>2004</b>	<b>2005</b>	<b>2006*</b>	<b>2007*</b>
<b>Secteur Primaire</b>	24911	20501	26734	25397
<b>Variation en %</b>	1,9	-17,7	30,4	-5,0
<b>Secteur non agricole</b>	137856	145059	150834	157881
<b>Variation en %</b>	4,7	5,2	4,0	4,7
<b>    Secondaire</b>	48230	51126	52798	54978
<b>    Variation en %</b>	4,9	6,0	3,3	4,1
<b>    Tertiaire</b>	89626	93933	98036	102904
<b>    Variation en %</b>	4,5	4,8	4,4	5,0
<b>Secteur non agricole marchand</b>	110683	116488	122006	128477
<b>Variation en %</b>	5,1	5,2	4,7	5,3
<b>PIB en volume</b>	162766	165560	177568	183279
<b>Variation en %</b>	4,2	1,7	7,3	3,2
<b>Variation du prix implicite du PIB</b>	1,5	1,4	2,8	2,2
<b>PIB en valeur</b>	443673	457620	504554	532239
<b>Variation en %</b>	5,8	3,1	10,3	5,5

\* : Estimations et prévisions établies par le Haut Commissariat au Plan

**STRUCTURE DU PIB**  
**aux prix constants**  
**( en % )**

Secteurs	2004	2005	2006*	2007*
<b>Primaire</b>	15,3	12,4	15,1	13,9
<b>Secondaire</b>	29,6	30,9	29,7	30,0
<b>Tertiaire</b>	55,1	56,7	55,2	56,1
<b>Dont : services non marchands</b>	16,7	17,3	16,2	16,0

\* : Estimations et prévisions établies par le Haut Commissariat au Plan

**EQUILIBRE DU PIB**  
**(En millions de dirhams courants)**

RUBRIQUES	2004	2005	2006*	2007*
<b>PIB</b>	443673	457620	504554	532239
	5,8	3,1	10,3	5,5
<b>Consommation finale:</b>	362142	373764	411410	433394
	7,8	3,2	10,1	5,3
<b>-Ménages résidents</b>	269092	272502	307110	324922
	8,6	1,3	12,7	5,8
<b>-Administrations publiques</b>	93050	101262	104300	108472
	5,6	8,8	3,0	4,0
<b>FBCF</b>	109083	115740	127198	139536
	8,5	6,1	9,9	9,7
<b>Variation des stocks</b>	2007	2900	2658	-923
<b>Exportations (B&amp;S)</b>	127500	145812	165240	183331
	9,0	14,4	13,3	10,9
<b>Importations (B&amp;S)</b>	157058	180595	201951	223098
	16,8	15,0	11,8	10,5

\* : Estimations et prévisions établies par le Haut Commissariat au Plan

**EQUILIBRE DU PIB**  
(Croissance réelle en%)

<b>RUBRIQUES</b>	<b>2004</b>	<b>2005</b>	<b>2006*</b>	<b>2007*</b>
<b>PIB</b>	4,2	1,7	7,3	3,2
<b>Consommation finale:</b>	5,3	1,8	5,7	3,3
-Ménages résidents	6,0	0,8	7,7	3,6
-Administrations publiques	3,5	4,5	0,5	2,5
<b>FBCF</b>	4,0	5,4	7,5	8,3
<b>Exportations B&amp;S</b>	8,8	8,4	8,1	7,4
<b>Importation B&amp;S</b>	10,8	8,6	8,8	8,8

\* : Estimations et prévisions établies par le Haut Commissariat au Plan

**CONTRIBUTION DES AGREGATS**  
**DE LA DEMANDE FINALE A LA CROISSANCE**  
(En %)

<b>RUBRIQUES</b>	<b>2004</b>	<b>2005</b>	<b>2006*</b>	<b>2007*</b>
<b>PIB</b>	4,2	1,7	7,3	3,2
<b>Consommation Finale</b>	4,2	1,5	4,6	2,6
-Ménages Résidents	3,4	0,5	4,4	2,1
-Administrations Publiques	0,8	1,0	0,1	0,5
<b>FBCF</b>	0,9	1,2	1,7	1,9
<b>Variation des stocks</b>	0,0	-0,6	1,5	-0,5
<b>Commerce extérieur (B&amp;S)</b>	-0,8	-0,3	-0,5	-0,7
<b>Dont demande des non résidents (touristes)</b>	0,8	1,1	1,0	1,1

\* : Estimations et prévisions établies par le Haut Commissariat au Plan

**CONSOMMATION FINALE NATIONALE**  
(Millions de dirhams courants)

<b>RUBRIQUES</b>	<b>2004</b>	<b>2005</b>	<b>2006*</b>	<b>2007*</b>
<b>PIB</b>	443673	457620	504554	532239
<b>Revenu National Brut Disponible (RNBD)</b>	481783	503542	553627	582453
<b>Consommation finale nationale</b>	362142	373764	411410	433394
<b>Epargne intérieure en % du PIB</b>	18,4	18,3	18,5	18,6
<b>Epargne nationale en% du RNBD</b>	24,8	25,8	25,7	25,6

\* : Estimations et prévisions établies par le Haut Commissariat au Plan

**COMPTE EPARGNE-INVESTISSEMENT**  
En % du PIB

<b>Rubriques</b>	<b>2004</b>	<b>2005</b>	<b>2006*</b>	<b>2007*</b>
<b>Investissement brut</b>	25,0	25,9	25,7	26,0
<b>Epargne intérieure</b>	18,4	18,3	18,5	18,6
<b>Revenus nets en provenance du reste du monde</b>	8,6	10,0	9,7	9,4
<b>Epargne nationale</b>	27,0	28,4	28,2	28,0
<b>Solde de financement</b>	1,9	2,4	2,4	2,0

\* : Estimations et prévisions établies par le Haut Commissariat au Plan